

ment vers la fin du mois de décembre dernier s'inscrivaient dans le cadre de cette fameuse « négociation ». Puisque le président René Préal a déclaré : « Donc, on marche avec nos deux pieds... maintenant c'est l'action décisive qui a la priorité tout en étant ouvert... » En d'autres termes, c'est la politique de la carotte et du bâton. Et aujourd'hui c'est le bâton qui est utilisé, mais contre les masses du bidonville de Cité Soleil et non contre les kidnappeurs.

D'un autre côté, le président Préal a semblé montrer que le transit de la drogue à travers le pays est la principale source de l'insécurité. Lors de son adresse à la nation devant l'Assemblée nationale ce 8 janvier il a reconnu que rien n'a été fait en ce sens de-

puis qu'il avait signé cet accord avec les Etats-Unis, le 17 octobre 1998, les autorisant à effectuer des contrôles dans notre espace maritime, aérien et terrestre, en vue d'appréhender les trafiquants de drogue. On ne voit pas pourquoi les Etats-Unis changeraient de politique. Parce qu'en fait Washington n'a jamais eu l'intention d'arrêter ce trafic. Mais pour avoir une mainmise totale sur le pays et exiger d'un gouvernement l'application de sa politique-économique. C'est être naïf ou totalement soumis pour ne pas comprendre cela. Le président René Préal s'en remet aux Etats-Unis et à la Communauté européenne pour corriger la situation. Nous sommes loin de la sortie du tunnel. ●

## Serment?

Suite de la page 1

par tous les moyens à garder les privilèges conférés par l'arbitraire du statu quo vieux de deux siècles.

Les élections, ils n'en ont que faire, s'ils ne sont pas capables de les gagner.

Et quand les masses (Lavalas) arrivent à imposer leur choix ils sont prêts à dépenser des centaines de millions de dollars pour interrompre ou saper leur mandat démocratique. Au diable l'alternance politique!

Les deux mandats d'Aristide ont été interrompus par des putschs sous l'accusation qu'il avait dévié de la voix démocratique. Pourtant ceux qui l'ont remplacé ont fait plus de 4000 morts entre septembre 1991 et octobre 1994 et plus de 7.000 morts entre février 2004 et mai 2006.

Plus de 500 millions de dollars ont été gelés par la communauté internationale sous le premier gouvernement de Préal (1996/2001), alors que plus de 900 millions de dollars ont été décaissés en faveur du régime illégitime de Latortue.

Des secteurs locaux et internationaux sont accusés d'être plus confortables avec des gouvernements de facto et de faire preuve de cynisme vis-à-vis des dirigeants issus des urnes.

On l'a vu en février 2004, si les dirigeants de l'époque ont commis leur part d'erreur, mais toutes sortes de scénarios ont été montés pour les attirer dans le piège, sans oublier le poison de la diffamation et des mensonges à gogo.

Bien évidemment, une partie du voile a été levée: l'ancien militaire gnbiste, Rémicinte Ravix qui a pris les armes contre le gouvernement Aristide a dit avant sa violente mort sur les ondes d'une radio de Port-au-prince qui avait commandité le sabotage des émetteurs à Boutillier.

Et sur les ondes de cette même station, l'ex assaillant Guy Philippe devenu leader politique et candidat à la présidence, répondant aux accusations d'un ancien collègue GNB dans le contexte des récentes élections municipales et locales, a dit qui a saboté les installations de la centrale hydro-électrique de Péligre... mais tout le monde fait la sourde oreille.

En passant, l'opinion oublie aussi de demander où est passé l'étudiant dont on disait que des policiers l'avaient piqué avec une seringue empoisonnée lors d'une manifestation gnbiste. Où est passé le médecin (dont le vrai nom n'a jamais été révélé) qui avait la charge du «cas».

Et puis, connaîtra-t-on un jour les vrais commanditaires des incidents violents du 5 décembre 2003 de la faculté des sciences humaines? Peut-être quand le recteur Pierre-Marie Paquiot évacué sur brancard avec une jambe cassée, acceptera de parler.

Tous ces cas dont on sait qu'ils ont fait partie d'une vaste machination ont été malheureusement pris en compte et relayés pour tenter de justifier l'interruption d'un processus constitutionnel.

Alors, comment dans ce cas affirmer

vouloir aider à instituer la démocratie?

Après la déroute électorale d'un bon nombre de partis politiques le 7 février 2006, on s'attendait à ce que ces formations se renouvellent, à ce que des secteurs de la société civile cessent de paver d'écueils la voie du changement et que la communauté internationale saisisse le sens du vote de la population et soutienne la volonté exprimée par la majorité.

Mais qu'est-ce qu'on constate? Les mauvaises pratiques ont la vie dure. Les mêmes manoeuvres de déstabilisation qui ont déjà fait tant de mal aux pays recommencent. Des groupuscules s'agitent déjà dans les rues à la recherche dit-on d'un accrochage qu'ils n'ont toujours pas trouvé en dépit de plusieurs attaques physiques contre des soldats de la MINUSTAH.

Des violences politiques refont également surface avec leur lot de kidnappings. En dépit du fait que des kidnappeurs ont été identifiés ou arrêtés dans tous les milieux sociaux, c'est en définitive à la veille de Noël, les habitants de Cité Soleil qui ont fait les frais d'une descente meurtrière des Casques bleus (une trentaine de morts dont des femmes et des enfants).

Des sources dignes de foi informent que les kidnappeurs travaillant pour des patrons de tous poils avaient eu le temps de se retirer, informés naturellement par des gens qui étaient au courant de l'opération.

Si l'on se réfère à toutes les gymnastiques auxquelles se livrent des secteurs pour occulter le cas de certains individus accusés d'implication dans le fléau du kidnapping, on pourrait être tenté de dire que ce n'est pas cette forme de délinquance que l'on veut combattre, mais une catégorie de gens.

Après le raid du 22 décembre sur Cité Soleil, ceux qui tirent les ficelles kidnapping l'ont fait s'arrêter net comme pour tenter de faire comprendre que le poison, c'est Cité Soleil et que si le kidnapping reprend ou quand ils rouvriront le robinet, on saura où frapper de nouveau, jusqu'à ce que le nettoyage soit complet.

Et si en ce début 2007, les haïtiens comprenaient enfin que personne ne se sentira en paix et en sécurité tant qu'il ne sera pas mis un terme à l'exclusion sociale et au drame de la grande masse des démunis.

Et si en ce début 2007, nous reconnaissons que le viol du vote populaire et l'utilisation de la violence pour arriver au pouvoir ou pour assouvir des ambitions malsaines n'apportent que plus de souffrances et de déstabilisation.

Et si nous faisons le serment de cesser de nous comporter comme des apatrides en sabotant les célébrations marquant le jour de notre indépendance, comme nous l'avons fait le 1er janvier 2004 et le 1er janvier 2007.

Et si le professionnalisme de tous les médias arrivait à démentir ceux qui nous accusent d'antagoniser les différents secteurs de la société et de diffuser en réseau, comme si nous étions aux ordres, des «informations» taillées sur mesure?

Notre petit pays vilipendé commencerait à coups sûrs à respirer...

AHP 3 janvier 2007

## Parlement

Suite de la page 20

*certaines hésitations à attaquer certains problèmes qui tenaillent la vie de ce peuple, tel le chômage chronique des jeunes, l'insécurité qui n'a épargné aucune famille, l'absence d'infrastructures économiques et sociales pour lesquelles l'engagement a été pris par devant le Parlement», a critiqué le sénateur Joseph Lambert.*

De son côté, dans son adresse à l'Assemblée nationale, le président de la République, a concentré ses propos sur le phénomène du trafic illicite de la drogue qui constituerait l'un des facteurs majeurs de l'insécurité dans le pays. Rappelant l'inaction des Etats-Unis dans la chasse contre les trafiquants de drogue en dépit de l'accord signé par l'Etat haïtien en 1998 autorisant les agents de la Drug enforcement administration (DEA) à patrouiller le territoire haïtien, le président Préal refuse qu'Haïti, en tant que pays de transit, soit ciblé au même rang que les pays consommateurs et producteurs des stupéfiants. « Je n'entends attaquer aucun pays. Cependant, je me ferais complice de la drogue et de l'insécurité si au nom de la diplomatie je ne disais pas la vérité. Les dealers de drogues ont toujours besoin d'un Etat faible et cherchent toujours à corrompre les juges, les policiers, les parlementaires, etc.. Sans arrogance je demande à la Banque mondiale, à l'Union européenne, aux Eglises et aux organisations des droits humains aux Etats-Unis de nous aider à résoudre la problématique de la drogue» (voir article page couverture). Le président Préal a demandé en outre à tous

les citoyens haïtiens de mettre la main à la pâte pour sauver le pays. En ce sens, il a estimé que 2007 doit être une année de mobilisation et de concertation. Préal a par ailleurs exhorté les membres du gouvernement et les parlementaires à se répandre à travers tout le pays afin d'identifier les problèmes auxquels fait face le peuple afin d'y apporter des solutions viables. « Nous devons continuer sur la voie de la fraternité», a-t-il déclaré.

« Le gouvernement accorde beaucoup d'importance à la justice et à la lutte contre l'insécurité. C'est à travers ces deux domaines que nous trouvons l'ensemble des éléments qui ternissent l'image du pays ces derniers temps», a de son côté insisté le Premier ministre Jacques Edouard Alexis dans le cadre de la présentation de son bilan, qui n'aura été au fait qu'un étalage des principaux projets à venir du régime tant les réalisations sont maigres. Toutefois, tout en prêchant en faveur d'une harmonisation dans les rapports entre l'Exécutif et le Parlement, le chef de la Primature dit trouver des motifs de satisfaction dans le traitement du problème de l'insécurité, notamment le kidnapping, qui a pris une proportion alarmante en décembre dernier. « J'ai le sentiment que les actions du gouvernement contre l'insécurité commencent à porter des fruits», s'est-il réjoui au cours d'un discours fleuve à travers lequel il a passé en revue, avec beaucoup de détails, les différents points déjà franchis par son équipe gouvernementale, principalement au niveau de la gouvernance et du cadre macro-économique. Néanmoins, toute cette rhétorique ne saurait convaincre la population en quête de mieux être et de quiétude d'esprit. ●

## Evasion

Suite de la page 3

Police nationale, Mario Andresol, accusant les juges de corrompus lors de la graduation de la 18<sup>e</sup> promotion de policiers le 15 décembre dernier. L'organisme a rappelé dans le même temps les précédents arrêts de travail des juges pour d'autres raisons, les jugeant d'illégaux. Le RNDDH a également qualifié les propos de Mario Andresol «hors contexte et démesurés pour un haut fonctionnaire de l'Etat».

En définitive, le conflit entre les responsables de la police et de la justice non seulement pénalise les justiciables, favorise l'impunité alors que des innocents croupissent en prison comme par exemple les centaines de prisonniers politiques Lavalas que le RNDDH, qui se fait passer pour une organisation respectable, n'a jamais dénoncé. C'est compréhensible, dans un sens, puisque cette

organisation, dite de droits humains, dans un sens, a alimenté l'insécurité politique qui prévalait avant et après le coup d'Etat du 29 février 2004 en dénonçant systématiquement, sans preuve à l'appui, des officiels et militants Lavalas ou nombre d'entre eux, notamment Amanus Maette, croupissent encore en prison dans différents départements du pays. La déstabilisation politique orchestrée par le secteur macouto-bourgeois, soutenue par certaine grande puissance comme les Etats-Unis depuis 1998-1999, sur fond d'embargo économique et aussi sur les armes, avalisée et alimentée par cette organisation sus-citée, a ouvert la voie à une instabilité que souhaitent, les magnats de la drogue liés à d'autres secteurs mafieux et John Negroponte, l'un des fascistes du clan Bush, s'éterniser afin qu'Haïti demeure sous occupation, sous développée et figée dans le giron étatsunien.

Entre temps l'insécurité va en galopant, poursuivant son petit bonhomme de chemin, faisant le jeu des déstabilisateurs de tout acabit. ●

## Hôpital

Suite de la page 3

janvier, le docteur Gardy Lafond a affirmé à Haïti-Progrès que les médecins résidents venaient de recevoir le jour même des chèques de trois mois d'arriérés de frais, avec les promesses de Jean Ronald Cornelli relatives à l'acquisition au cours des prochains jours, soit cette semaine, des médicaments et de certains matériels.

Faisons remarquer par ailleurs que le ministre de la Santé publique, Robert Auguste, a convié les médecins résidents à demander des comptes aux responsables de l'administration de l'HUEH concernant les matériels de fonctionnement du centre, déclarant : «Le ministre de la Santé publique coiffe certes les institutions sanitaires du pays, mais il ne doit pas à tout bout de champ être mis sur le banc des accusés à chaque problème d'un centre de santé. L'hôpital général (HUEH) par exemple a un système de gestion personnelle. Chaque mois le ministère signe des chèques de

réquisition pour l'hôpital général. Alors il faut questionner l'administration de cette institution sur cette subvention et sur ce qui est advenu de l'argent ; pourquoi les médicaments ne sont pas achetés».

Question à laquelle devait répondre en premier lieu le ministre puisqu'il est aussi responsable quand cela ne va pas. Et si le ministre est au courant qu'il y a des détournements d'argent, quelles mesures compte-t-il prendre afin que cessent ces pratiques ? Le ministre Auguste a dit aussi que l'hôpital a reçu une subvention de presque 789 mille gourdes. Donc, l'administrateur de l'institution ne soumet-il pas de rapport financier à son chef hiérarchique, qui est le ministre ? Le ministre de la Santé le docteur Robert Auguste avance que les centres hospitaliers reçoivent mensuellement leurs subventions, alors il a le devoir de prendre des dispositions afin de rendre les centres hospitaliers fonctionnels pour que les populations les plus défavorisées reçoivent les soins appropriés. S'il ne peut pas, c'est qu'il marche dans les pas de ces prédécesseurs, et sa place n'est plus à la tête du ministère. ●

haiti@haitiprogres.com  
464-7845